

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Conseil international des normes de déontologie (IESBA)

Journée mondiale de la déontologie

Lors de la journée mondiale de la déontologie qui s'est tenue à Singapour le 21 octobre 2020, le président de l'IESBA, Stavros Thomadakis, s'est exprimé sur la déontologie de la profession comptable. Après avoir rappelé que Singapour était l'un des 80 pays dans le monde à avoir adopté l'édition 2018 du Code révisé, qui est entré en application l'année dernière, M. Thomadakis a souligné l'importance des enjeux présents et à venir sur les questions environnementales, sociales et liées à la gouvernance et de l'intérêt général au niveau mondial, et le rôle unique incombant aux professionnels comptables.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

IFAC - Communiqué de presse - 21 octobre 2020

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES A PUBLIER CONCERNANT LE CLIMAT

Le TCFD publie son troisième rapport sur l'information publiée sur le climat dans le monde

Le Groupe de travail sur les informations financières à publier concernant le climat, Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), mis en place en 2015 par le Conseil de stabilité financière, publie son troisième rapport, «Status Report», dont l'objectif est de mesurer l'application par les entreprises, dans leur rapport 2019, de ses recommandations publiées en juin 2017. L'étude du TCFD a passé en revue les informations fournies par quelque 1 700 entreprises appartenant à différents secteurs d'activité et ayant une large représentation géographique (69 pays). Il en ressort que près de 60 % des 100 plus grandes sociétés mondiales cotées soutiennent le TCFD ou établissent leur rapport en conformité avec ses recommandations. L'étude constate que les informations financières en lien avec le climat ont bien progressé depuis 2017, mais qu'il faut poursuivre les efforts. Ce sont les fournisseurs d'énergie et les entreprises de construction et de matériaux de construction qui tiennent le haut du pavé en la matière. Le rapport signale par ailleurs qu'une entreprise sur 15 publie des informations sur la résilience de sa stratégie. Le TCFD a par ailleurs publié des recommandations en vue d'une analyse de scénarii liés au climat pour les entreprises non financières et sur l'intégration des risques liés au climat dans les procédures de gestion

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

TCFD – Communiqué de presse – 29 octobre 2020

ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)

L'OICV veut aider les marchés émergents

L'OICV met en ligne un rapport qui examine les défis et les opportunités auxquels sont confrontés les marchés émergents, Emerging Markets jurisdictions (EMs), lorsqu'ils tentent de développer leurs marchés de capitaux pour en faire des moteurs de croissance économique de leur résilience et de leur

inclusion financières. Le rapport, intitulé «Development of Emerging Capital Markets: Opportunities, Challenges and Solutions», s'appuie sur les travaux intensifs déployés par le Comité pour la croissance et les marchés émergents et met en lumière les défis majeurs rencontrés lors de la mise en œuvre des normes internationales et les nouvelles possibilités offertes par la finance durable et les FinTech pour développer davantage les marchés émergents.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

L'OICV d'accord pour soutenir les normes de reporting international sur le développement durable

Dans sa réponse au courrier commun qui lui avait été adressé par le CDSB, la GRI et le SASB, le président du groupe de travail sur la finance durable à l'OICV, Erik Thedéen, a réitéré le soutien de l'OICV à l'idée d'une coopération mondiale afin de répondre aux besoins du marché de capitaux en matière de normes de durabilité. Il a confirmé que l'OICV était disposée à jouer un rôle majeur dans le domaine du reporting durable et rappelé les termes d'une précédente déclaration exprimée en avril 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

OICV – Communiqués de presse – 29 octobre 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE met en ligne ses commentaires en réponse à la consultation relative au Pacte vert pour l'Europe

ACE répond à la consultation de la Commission européenne concernant son projet de Pacte vert et notamment de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Le Pacte vert a été présenté par la présidente de la Commission européenne, lors du Forum économique mondial de Davos, comme une «nouvelle stratégie de croissance», ayant vocation à transformer l'Europe en une "société juste" qui respecte l'environnement et tient compte des effets du changement climatique. Le Pacte est basé à la fois sur un plan d'investissement, devant permettre de financer les objectifs climatiques et économiques de l'Europe, et sur un mécanisme de transition juste, permettant à chaque pays membre de pouvoir prétendre à une économie durable et neutre pour le climat. Au sein de ce Pacte, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières vise à empêcher des entreprises de transférer leur production vers des pays moins exigeants en matière d'émissions carbone en fixant un prix du carbone pour les importations de certains biens en provenance de ces pays.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE – Communiqué de presse - 28 octobre 2020

ACE commente les exposés-sondages 70, 71 et 72 de l'IPSASB

ACE répond à la consultation initiée par l'IPSASB concernant trois exposés-sondages : ED 70, Revenue with Performance Obligations (Revenus avec obligations de performance) ; ED 71, Revenue without Performance Obligations (Revenus sans obligations de performance) et ED 72, Transfer Expenses (Dépenses de transfert). Si ACE se félicite de la publication simultanée de ces trois textes, eu égard à leur interconnectivité et approuve l'approche retenue par l'IPSASB consistant à scinder les recommandations relatives aux produits et aux dépenses suivant trois projets de normes distincts, en raison de leur complexité, il attire néanmoins l'attention de l'IPSASB sur la complexité des textes et la profusion des définitions et l'encourage à simplifier davantage le vocabulaire et la structure, afin de faciliter la tâche des parties prenantes.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 23 octobre 2020

Accountancy Europe publie un nouvel Audit Policy Update

Accountancy Europe met en ligne un nouvel opus de sa publication Audit Policy Update, couvrant le mois d'octobre 2020. Dans ce numéro, ACE évoque notamment :

- le webinaire qui s'est tenu le 12 octobre sur les opportunités offertes par la mise en œuvre du Format Unique Electronique Européen (ESEF) et sur les considérations pratiques liées au reporting et à l'expression d'une assurance sur ce format, a rappelé qu'ESEF devait être mis en application à partir de 2021 et que les différentes parties prenantes s'activaient afin d'être prêtes à temps ;
- Les auditions du Parlement européen concernant l'affaire Wirecard, en séance plénière le 7 octobre 2020, en présence du Vice-président exécutif de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis et du ministre allemand des affaires européennes, Michael Roth ; le thème dominant des débats a été la supervision du marché financier : le vice-président Dombrovskis, ainsi que d'autres parlementaires, ont exhorté à une supervision européenne plus forte, tandis que M. Roth a souligné la nécessité d'examiner également le rôle des auditeurs, et notamment les conflits d'intérêt dans le secteur de l'audit ; plusieurs parlementaires ont émis des critiques à l'encontre de EY et des auditeurs de façon générale et appelé à une revue du fonctionnement des règles d'audit dans l'Union européenne, évoquant au passage la possibilité d'une scission opérationnelle au sein des cabinets ; M. Dombrovskis a mentionné les résultats des investigations en cours sur Wirecard, ainsi que sur le rôle des auditeurs et des superviseurs et incité à les prendre en considération avant d'adopter des mesures de suivi ; la Commission européenne envisage de publier deux rapports : l'un sur le marché de l'audit dans l'Union européenne ; l'autre sur le fonctionnement de la législation européenne sur l'audit ;
- la nomination de Mairead McGuinness, ex-présidente du Parlement européen, aux fonctions de commissaire en charge des services financiers (DG FISMA) et du portefeuille de services financiers de la Commission européenne, et notamment de la législation sur l'audit ; lors de ses différentes auditions, Mme McGuinness s'est clairement positionnée en faveur de l'intégration des marchés en Europe et d'une investigation poussée de ce qui s'est passé chez Wirecard ;
- le soutien du Conseil de l'Union européenne à un report de l'application du format obligatoire ESEF ; le Conseil de l'Union européenne s'est dit d'accord pour un report de l'application du format ESEF, dans le contexte de la pandémie de Covid-19 et il propose de la différer d'un an.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE – 16 octobre 2020

EUROPEAN FINANCIAL REPORTING ADVISORY GROUP (EFRAG)

L'EFRAG consulte les utilisateurs sur les états financiers d'entités à tarifs réglementés

L'IASB travaille actuellement sur un projet concernant la comptabilisation des actifs et des passifs réglementaires. L'objectif est d'améliorer l'information à la disposition des utilisateurs concernant les entités à tarifs réglementés. L'IASB doit publier un exposé-sondage début 2021. Dans ce contexte, l'EFRAG invite les utilisateurs à prendre part à une analyse des impacts probables d'éventuelles modifications des règles IFRS, via un questionnaire accessible jusqu'au 7 décembre 2020.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse - 27 octobre 2020

L'EFRAG organise une réunion de sensibilisation sur les regroupements d'entreprises

L'EFRAG, l'EFFAS (European Federation of Financial Analysts Societies), l'ABAF (Association Belge des Analystes Financiers) et l'IASB organisent une réunion de sensibilisation en ligne, le 12 novembre 2020, concernant le document consultatif de l'IASB : «Business Combinations: Disclosures, Goodwill and Impairment» (Regroupements d'entreprises : Informations à fournir, goodwill et dépréciation), afin de débattre des implications des propositions de l'IASB pour la communauté des investisseurs. Ils

annoncent la participation de Steve Cooper, Sue Harding, Marisa Mazo, Wouter Verlinden, Nick Anderson, Hans Buysse et Serge Pattyn. Ces contributeurs auront pour tâche de collecter des informations auprès des investisseurs et de débattre sur la façon dont le point de vue de ces derniers peut différer de celui des autres parties prenantes.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse - 27 octobre 2020

L'EFRAG valide quatre amendements de normes IFRS

L'EFRAG a finalisé sa procédure opératoire de validation concernant les amendements apportés à IFRS 1, IFRS 3, IFRS 9, IAS 16, IAS 37 et IAS 41 et a soumis à la Commission européenne des lettres recommandant leur homologation, faisant suite à leur évaluation par rapport aux critères techniques en vigueur dans l'Union européenne et l'Espace économique européen et son appréciation qu'ils respectent bien l'intérêt général européen.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

EFRAG - Communiqué de presse - 23 octobre 2020

AUTORITE EUROPEENNE DES MARCHES FINANCIERS (ESMA)

L'ESMA annonce les points prioritaires pour l'évaluation des états financiers 2020

L'ESMA met en ligne les points prioritaires sur lesquels se focaliser dans les rapports financiers annuels 2020 des sociétés cotées où il est notamment requis de fournir des données transparentes concernant les conséquences de la pandémie de COVID-19 ; plusieurs domaines seront affectés :

- la mise en œuvre de la norme IAS 1, « Présentation des états financiers », pour mettre l'accent sur les difficultés d'estimation et de présentation des éléments liés à la Covid-19 ;
- l'application d'IAS 36, « Dépréciation d'actifs », où la valeur recouvrable du goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles peuvent être impactés par la dégradation des perspectives économiques de divers secteurs ;
- l'application d'IFRS 9, « Instruments financiers », et d'IFRS 7, « Instruments financiers : Informations à fournir », en se concentrant sur le risque de liquidité et la mesure des pertes de crédit attendues ;
- certains problèmes spécifiques liés à l'application d'IFRS 16 : « Contrats de location ».

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ESMA – Communiqué de presse – 28 octobre 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

ALLEMAGNE

Le gouvernement allemand réagit face à l'affaire Wirecard

Suite à l'affaire Wirecard, le ministre fédéral des finances (BMF) et de la Justice (BMJV) ont publié un projet de loi visant le renforcement de l'intégrité des marchés financiers, Finanzmarktintegritätsstärkungsgesetz – FISG. Le texte contient des propositions de mesures en vue de rétablir une confiance durable envers le marché financier allemand, et notamment des propositions visant une réglementation poussée de l'audit. Y figurent notamment l'obligation pour les sociétés cotées de changer d'auditeur tous les dix ans et l'obligation d'étendre les obligations de séparation entre les travaux d'audit et de conseil. Le texte prévoit de relever la responsabilité des auditeurs.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IDW – Communiqué de presse – 27 octobre 2020

AUSTRALIE

L'émergence d'une assurance sur le reporting intégré

L'assurance sur le reporting intégré prend progressivement de l'ampleur : au niveau macro, l'assurance fournie peut constituer une contribution importante à la productivité d'entreprise, aux marchés de capitaux, à la société, et contribuer à rétablir la confiance dans le reporting d'entreprise.

Chartered Accountant ANZ propose une analyse de l'évolution de l'assurance sur le reporting intégré. Il cite notamment l'exemple de l'Afrique du Sud où l'assurance combinée est devenue un modèle d'assurance populaire.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Chartered Accountant ANZ – 20 octobre 2020

CANADA

Trois grandes villes canadiennes adoptent les recommandations du TCFD

Toronto, Vancouver et Montréal appliquent depuis quelque temps les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TSFD) et s'en servent pour identifier les opportunités et les risques liés aux changements climatiques et faire intervenir le facteur climatique lors de leurs décisions en matière d'investissement. Une brochure présente certaines des mesures d'adaptation aux changements climatiques qu'elles ont prises, l'avancée en matière d'information sur les changements climatiques, que l'application des recommandations du TCFD a permise, ainsi que les difficultés rencontrées lors de leur mise en œuvre.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IFAC - The Latest global Knowledge, resources and news from the Gateway - 19 octobre 2020

ETATS-UNIS

Le PCAOB publie un premier bilan de l'impact des *Critical Audit Matters* (CAM)

Le PCAOB publie un rapport d'étude, ainsi que deux livres blancs, dans lesquels il présente ses premières évaluations de l'impact de l'obligation de publier des informations sur les Points d'importance critique. Ses premières conclusions sont que :

- les cabinets d'audit se sont largement investis afin de soutenir la mise en œuvre des obligations de présentation des informations sur les Points d'importance critique ;
- les investisseurs prennent progressivement connaissance des informations qui leur sont fournies dans ce cadre et les trouvent intéressantes ;
- l'équipe du PCAOB n'a détecté aucune trace de conséquences inattendues liées à la mise en application de ces obligations de communication des CAM.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

PCAOB - Communiqué de presse - 29 octobre 2020

Un nouveau rapport de l'AICPA met en lumière les procédures d'évaluation du risque

Selon un rapport du Groupe consultatif de recherche en matière d'assurance, la façon dont les auditeurs évaluent et réagissent face aux risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, et notamment au risque de fraude, est un composant crucial de la qualité de l'audit. L'étude a porté sur des données provenant de 21 cabinets d'audit. Les professionnels ont été invités à s'exprimer sur leurs procédures d'évaluation du risque et sur les réponses d'audit qu'ils lui apportent. Le rapport relève notamment que seuls 41 % des participants ont modifié leur approche générale d'audit suite à l'identification de risques.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

Journal of Accountancy – 23 octobre 2020

NOUVELLE-ZELANDE

Les premières situations intermédiaires et le Covid-19

Un grand nombre de sociétés néo-zélandaises publient des situations intermédiaires afin de rendre compte de l'évolution des conditions de leur exploitation depuis leur dernier rapport annuel. Les premières situations post-Covid publiées vont constituer une source d'informations à la disposition des investisseurs et des autres parties prenantes pour mesurer l'impact de la pandémie. L'institut néo-zélandais rappelle les conditions de présentation des événements significatifs, prévues dans la norme NZ IAS 34, et comment elles doivent être appliquées dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

NZASB Update – 30 octobre 2020

ROYAUME-UNI

Association of Chartered Certified Accountants (ACCA)

Covid-19 et défis déontologiques

L'ACCA met en ligne un Livre blanc, intitulé « Ethics in a Covid-19 world », qui explore le rôle de la déontologie dans un contexte de pandémie. Le document révèle qu'une personne interrogée sur cinq s'est trouvée, directement ou indirectement, face à une situation où la déontologie risquait d'être compromise du fait de la pandémie. Un quart des problèmes induits était lié à l'usage de la technologie. Il met également en lumière un certain nombre de situations (travail à distance, réduction des effectifs, séquences de prise de décisions raccourcies, augmentation des occurrences de fraude, etc.) où la pandémie a accru le risque de manquement aux obligations déontologiques.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

ACCA - Communiqué de presse - 23 octobre 2020

Financial Reporting Council (FRC)

Le FRC publie les résultats de ses inspections d'audit locaux

Le FRC met en ligne les conclusions des inspections qu'il a effectuées concernant la qualité des audits en Angleterre au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019. Il s'agit du premier rapport de ce type publié par le FRC. Parmi les 271 grands audits locaux dans son champ d'inspection, le FRC a procédé à l'examen de 15 audits entre les mains des sept plus grands cabinets, qui portait sur l'opinion sur les états financiers et les revues d'optimisation des ressources. Certains cabinets n'ont pas mis en œuvre une qualité d'audit uniforme : deux dossiers ont donné lieu à des demandes d'améliorations significatives et sept à des améliorations générales.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse – 30 octobre 2020

Troisième lettre d'information 2020 du Financial Reporting Lab

Le Financial Reporting Lab met en ligne sa troisième lettre d'information pour 2020, qui propose un point d'avancement de ses différents projets en cours et publications, notamment :

- Le rapport «Video in Corporate Reporting», qui examine la façon dont les entreprises utilisent actuellement les vidéos afin de communiquer avec les investisseurs et les autres parties prenantes ;
- Le rapport «Reporting in times of uncertainty - a look forward», qui examine les pratiques actuelles et les façons dont les informations destinées aux investisseurs doivent évoluer.

La lettre propose également un ensemble de petites astuces pour aider les entreprises à rendre plus utiles les informations qu'elles publient en vertu de l'article 172 de la loi sur les sociétés de 2006.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse – 26 octobre 2020